



## Journée départementale autour des JOP :

### Le revers de la médaille

Ce jour, le 7 juin 2024, à quelques semaines du commencement de la compétition, la Direction du SPIP 93 nous impose une journée de "cohésion" autour du thème des jeux olympiques.

L'organisation de ces jeux a été l'occasion pour les autorités de mettre en place un véritable "nettoyage social" avec pour premières victimes les jeunes et les précarisés. Par exemple, des logements étudiants ont été réquisitionnés pour la période JO.

Aussi, selon un collectif d'une centaine d'associations en lien avec les personnes en grande précarité, il y aurait eu 12 545 personnes déplacées d'Ile-de-France, dont 3 434 mineurs.

La DRIHL 93 (direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement) a également annoncé que 40% des dispositifs d'aide alimentaire seraient fermés cet été pour ceux situés en périmètre JO.

L'esprit des Jeux Olympiques ne touchera pas non plus les jeunes du 93 puisque la Préfecture profite du dispositif "Quartiers d'été" pour déplacer les jeunes issus de "quartiers politique de la ville" hors du département.

Les habitants de Seine-Saint-Denis continueront de subir la carence en équipements sportifs et la vétusté de leurs gymnases, loin des infrastructures flamboyantes construites pour les JO.

Dans un département où les services publics souffrent déjà, il a également semblé plus urgent de finir les travaux en lien avec les jeux que de débloquer le plan d'urgence demandé par les parents d'élèves et les organisations syndicales pour les établissements scolaires, par exemple.

C'est aussi sous silence que sont passés le décès de travailleurs sur les chantiers des JO et du "Grand Paris".

Nous ne pouvons également que noter la grande hypocrisie du Gouvernement qui réprime et empêche la régularisation des sans-papiers... tout en faisant appel massivement à ceux-ci pour les exploiter sur les chantiers des JO.

Nous dénonçons enfin la répression déjà organisée de nos publics. Pour ne citer que ces exemples, nous pensons aux ambitions préfectorales de « zone zéro délinquance », au déploiement de brigades supplémentaires de forces de l'ordre (700 patrouilles de police quotidiennes contre 100 actuellement), à l'accélération du recours à la vidéosurveillance, ou encore à l'ouverture d'une nouvelle chambre de comparution immédiate au tribunal judiciaire de Bobigny.

Oui, Monsieur le Directeur, nous assistons bien à une "séquence historique". Nous ne serons toutefois pas "témoins privilégiés d'une fête sportive universelle", mais bien les témoins d'un désastre humain, matériel, environnemental et sécuritaire.

Au vu de ces éléments, il nous apparaît indécent de célébrer lors de notre journée de cohésion la tenue de ces jeux olympiques. **La CGT IP 93 affirme donc qu'elle ne cautionne pas le choix qui a été fait pour cette journée départementale par la Direction du SPIP 93.**